

Notes

MCC

D'ALERTE

DÉPARTEMENT DE RECHERCHE SUR LES MENACES CRIMINELLES CONTEMPORAINES
INSTITUT DE CRIMINOLOGIE DE PARIS-UNIVERSITÉ PARIS II PANTHÉON-ASSAS

Mai 2009

“Sentier Lumineux” : **le grand retour** ***Guérilla idéologique, ou cartel déguisé ?***

Serge Leteur¹

• De juillet 2003 à février 2009 on attribue au Sentier Lumineux 21 embuscades ayant coûté la vie à 23 policiers, 35 militaires et une dizaine de civils.

Clin d’œil de l’histoire : alors qu’à Lima, l’ex-président Alberto Fujimori était condamné à 25 ans de prison, dans la jungle péruvienne, la guérilla maoïste du Sentier Lumineux (S.L.) conduisait sa plus sanglante embuscade depuis la fin des « opérations militaires », tuant un capitaine et treize sous-officiers et soldats. Au terme d’un procès marathon, Fujimori, a été jugé complice des deux massacres de *Barrios Altos* et *La Cantuta* commis par le groupe *Colina*, commando créé par l’Armée péruvienne pour lutter contre le Sentier Lumineux. Or ce n’est pas cette unité, véritable escadron de la mort, qui porta un coup fatal aux « senderistes » mais les policiers du « *Grupo Especial de Inteligencia* ». Ce sont en effet les hommes du colonel de Police Benedicto Juarez Baca qui, en septembre 1992 capturèrent Abimael Guzman Reynoso, alias « *Presidente Guzman* » ou « *Camarade Gonzalo* » créateur, idéologue et commandant du Sentier Lumineux.

¹ Commissaire divisionnaire honoraire, Serge Leteur a été attaché de sécurité intérieure à Buenos Aires et Lima. Avant cela, il a été chef des Brigades de Recherche et d’Intervention de Lyon et de Nice et professeur à l’Ecole nationale Supérieure de Police.

Une longue histoire

Le « Parti Communiste Péruvien Marxiste Léniniste - Sentier Lumineux » est né en 1968 à Ayacucho (dans le centre du Pérou) où Guzman enseignait la philosophie à l'Université. Il provient d'une scission du Parti Communiste péruvien (PCP) pro soviétique, et tire son nom de la phrase attribuée à José Martitegui, chef du PCP, qui voyait dans le marxisme-léninisme « le sentier lumineux/la voie lumineuse vers la révolution ». En 1980, les premières actions violentes du S.L. furent symboliques, mais au fil des mois le mouvement entama des « actions militaires », avant de déclencher une « guerre populaire » qui, selon la doctrine maoïste, visait à l'encerclement des villes par les campagnes. Loin de vouloir gagner les « cœurs et les esprits » des populations, le S. L. s'est caractérisé par son extrême violence. Conduit par Guzman, il est arrivé à mener des campagnes de terrorisme urbain, commettant de sanglants attentats au cœur même de Lima, la capitale péruvienne.

Face à cette menace pour l'Etat péruvien, les successifs gouvernements des présidents Belaunde Terry et Alan Garcia confièrent aux Forces Armées la direction de la lutte anti-terroriste. L'armée répondit aux atrocités du S.L. par d'analogues excès : torture, disparitions, massacres, cela sans réel résultat. Ce n'est qu'avec l'arrivée au pouvoir de Fujimori, et la déclaration de l'état d'urgence le 5 avril 1991, que la lutte contre le S.L. prit un tour nouveau. Au terme d'un patient travail de surveillance, des policiers réussissaient, le 12 septembre 1992, à interpellier Guzman et l'essentiel de son Comité Central. Après des mois de discussions avec Vladimiro Montesinos, conseiller de Fujimori, Guzman accepta en 1993 de signer un « accord de paix » marquant la fin des « actions militaires ».

Même si, par la suite, des éléments du S.L. refusant de reconnaître cet « accord de paix » continuèrent leurs actions violentes, le groupe maoïste était durement touché et l'on s'accorde à reconnaître que la subversion prit fin en 2000. Le bilan de ce qui fut en fait une guerre civile fut une tragédie pour le Pérou, la Commission pour la Vérité et la Réconciliation estimant à 70.000 les morts ou disparus, dont plus de la moitié imputable au S.L. Quant au coût financier, il aurait été de l'ordre de 60 milliards de dollars.

Une répression constamment dure

Il est singulier que Fujimori - qui mit fin à la subversion - soit le seul responsable politique jugé pour les excès de la lutte antiterroriste. En 1982, devant l'échec de la police, le président Belaunde Terry fit déployer des « rangers » et fusiliers-marins dans la « zone rouge » du département d'Ayacucho. Le bilan de leur action fut de 2.282 morts, 371 blessés, et 245 disparus. On ne lui demanda jamais de comptes. De même pour Alan Garcia Perez, qui au début de son premier mandat le 18 juin 1986, fut confronté aux mutineries des prisonniers du S.L. détenus dans deux pénitenciers de Lima : Lurigancho et l'île du Fronton. Le bilan de la répression fut sanglant : 124 morts et aucun survivant à Lurigancho ; et, au terme de 20 heures de combats à l'arme lourde, 119 morts et 29 survivants au Fronton.

Des témoignages policiers suggèrent que nombre de détenus furent sommairement exécutés à la fin des opérations, ces excès résultant d'ordres reçus du Conseil des ministres présidée par Alan Garcia. Le fait que Fujimori soit sans doute le seul président péruvien étranger à « l'establishment » politique local explique peut être qu'il n'ait pas bénéficié de l'impunité dont ont joui ses prédécesseurs.

Malgré l'accord de paix signé par Guzman en 1993, et malgré les efforts de Montesinos pour convaincre les chefs « sendéristes » encore libres, de déposer les armes, certains minoritaires du S.L. regroupés autour du « camarade Feliciano » dénoncèrent les « accordistes » et leur

« ligne opportuniste de droite » et décidèrent de continuer la lutte armée. Ces « colonnes » restantes du S.L. se réfugièrent dans les zones d'accès difficile, jadis berceau de la guérilla : la vallée de Huallaga (au Nord-Est) région de forêt où se cultive la coca ; et la vallée des rivières Apurimac-Ene (VRAE). Cette zone de forêts comprend les départements d'Apurimac, Ayacucho et Cusco, où vivent quelques 17.000 familles. Là se trouvent également 20.000 ha de culture de coca, sur un total de ± 53.000 ha pour tout le Pérou.

Un sanctuaire et des moyens

Au sein de la VRAE, dans la région du Vizcatan couverte d'une forêt impénétrable - et abandonnée par tous les services de l'état, y compris les forces de l'ordre - se trouve depuis 1985 le sanctuaire « sendériste ». Ces guérilleros irréductibles, d'abord peu nombreux, ont progressivement renforcé leurs bases, accru leurs effectifs, et étendu leur champ d'action à d'autres régions, toujours dans des zones délaissées par l'Etat, du fait de la pression terroriste. Les combattants du S.L. ont su diversifier leurs sources de revenus. En mars 2009, un responsable policier bolivien déclarait qu'une vague de vols à main armée commis à *El Alto*, banlieue de la capitale *La Paz*, était imputable à des éléments du S.L. venus du Pérou voisin. Mais le S.L. se procure l'essentiel de ses ressources en « protégeant » divers trafics. Il rançonne les équipes - souvent venues du Brésil - se livrant à l'abattage clandestin d'arbres protégés, dont la vente est « normalement » interdite. Il perçoit une « commission » sur le trafic de carburant effectué entre la zone de forêt – où l'essence est détaxée – et les villes voisines. Mais surtout, il prélève une dîme sur le trafic de stupéfiants. Le S.L. avait ainsi installé à Bidon, sur l'unique itinéraire traversant le Vizcatan, une « douane » où il prélevait des droits sur les précurseurs chimiques entrant, et sur la cocaïne sortante.

Ces revenus ont permis au S.L. de prospérer. Selon Otto Guibovich, chef de l'Etat-major conjoint des forces armées, il resterait actuellement 300 combattants dispersés dans des montagnes et des forêts, notamment dans la vallée de Huallaga, où se trouve la « Colonne » dirigée par le « camarade Artemio », et 600 autres terroristes dans la VRAE. En se renforçant, ces « Colonnes » du S.L. sont passées d'une attitude défensive à une posture offensive, n'hésitant plus à attaquer les policiers et militaires présents dans leur zone. Souvent, ces actions violentes ripostent aux opérations policières ayant permis la saisie de drogue, de précurseurs, ou de carburant.

Une guérilla active et bien armée

De juillet 2003 à février 2009 on attribue au S.L. 21 embuscades ayant coûté la vie à 23 policiers, 35 militaires et à une dizaine de civils dont des agents de l'Enaco, l'agence d'Etat contrôlant la vente légale de la feuille de coca. Parmi les attaques les plus notables, citons :

- Novembre 2007 : le 1^{er}, le commissariat d'Ocabamba (région d'Ayacucho) fut attaqué par 30 hommes armés de fusils d'assaut et de grenades de 40m/m ; sans doute en réaction à une saisie importante de cocaïne effectuée 2 jours auparavant. Le 16, 4 policiers furent tués dans une embuscade tendue près de Huancavelica, en représailles à la saisie de 3 tonnes de précurseurs.

- 24 mars 2008, dans le département d'Ayacucho, tombait la première femme policière victime des terroristes senderistes, ainsi que 3 de ses compagnons.

Confronté à ce terrorisme et à l'inquiétude de l'opinion publique, le gouvernement péruvien a déclenché, en août 2008, l'opération « Excellence 777 » mobilisant, pour la première fois ensemble, les forces armées et la police nationale, pour reprendre le contrôle de la VRAE. Le 6 septembre les militaires entraient au Vizcatan décidés à « attaquer le SL au cœur ». Encerclè-

rent la zone, ils y ont établi dix bases temporaires d'où des patrouilles s'aventurent sur le territoire jusqu'alors contrôlé par le S.L.

Les militaires ont face à eux environs 600 guérilleros répartis en 3 unités : la compagnie nord aux ordres de Victor Quispe Palomino alias « José » ; la compagnie sud dirigée par Jorge Quispe Palomino alias « Guillermo », frère du précédent ; et la compagnie centre dont le chef est Huaman Zuñiga alias « d'Alipio », président du « Comité régional principal de la VRAE ». Ces terroristes sont bien équipés d'armes volées à la police ou l'armée, ou achetées avec les revenus de la drogue ; ils disposent de fusils d'assaut FAL, Galil, ou AKM, de mitrailleuses H.K., MAG, ou RPK et de lance-grenades. Ils sont divisés en 3 éléments : la « force principale », composée de combattants aguerris et chargée des actions violentes, les « forces locales » (paysans, ouvriers, étudiants) mobilisables ponctuellement, et la « force base » chargée de la logistique. Installés depuis des années dans le Vizcatan, les membres du S.L. ont en outre creusé des réseaux de tunnels, tranchées et caches souterraines, rendant l'endroit quasi-inexpugnable.

Cela explique que le bilan de l'opération conjointe de l'Armée et de la police soit modeste. Des « laboratoires » transformant les feuilles de coca en pâte-base et en cocaïne ont été découverts. Deux « chimistes » colombiens Guillermo Acosta Zapata et Diego Londoño ont été interpellés, ainsi qu'une vingtaine de sendéristes, mais aucun chef. Le prix payé a été élevé : depuis le début de l'opération 34 militaires ont perdu la vie, Le 24 octobre 2008, l'hélicoptère du premier ministre Yehude Simon, inspectant la zone des combats, a essuyé le feu des terroristes et a dû se poser d'urgence.

Plus qu'une « narco-guérilla »

La dernière attaque en date, et la plus meurtrière, s'est produite le 9 avril dans la forêt de Sanabamba, à l'orée du Vizcatan. Deux patrouilles appartenant à une base récemment installée dans la zone, sont tombées dans une embuscade : un capitaine et treize hommes ont été tués et leur armement dérobé. L'action a été revendiquée par Victor Quispe Palomino, alias « José », porte-parole du « Comité régional principal du S.L. dans la Vallée des rivières Apurimac-Ene ». Dans un discours très idéologique, José affirme conduire une « guerre populaire démocratique de résistance anti-impérialiste et anti-yanqui », cette lutte étant entrée dans sa seconde phase « anti-yanqui » depuis le 30 août 2008. Il récuse Guzman et rejette l'accord de paix qualifié de « misérable trahison ». Ce fort caractère anti-américain du discours est sans doute lié à la présence permanente d'effectifs de l'US Army à Ayacucho. Théoriquement humanitaire, leur mission semble pour certains prélude à l'installation d'une base visant à remplacer celle de Manta, fermée après le refus du gouvernement équatorien de renouveler le bail octroyé aux forces armées américaines.

Selon l'analyste Ruben Vargas, il serait faux de réduire ces actions violentes à une affaire de drogue, il s'agit pour lui d'un nouveau S.L. conscient de ses faiblesses et dont les stratégies militaires et politiques ne sont pas de prendre le pouvoir mais de s'assurer le contrôle de zones marginales. Ainsi, l'installation d'une base militaire à Sanabamba en septembre 2008 fut très mal perçue par le S.L. Cela compromettrait le travail social et politique du groupe terroriste auprès des populations locales : assistance médicale, distributions d'aliments payés par l'argent de la drogue, formation des femmes aux travaux manuels. La responsable locale du S.L., une certaine « Olga » ex-professeur, incarne cette nouvelle stratégie du S.L. qui ne cherche plus à imposer par la terreur ses convictions aux paysans, mais gagne leur sympathie en les aidant au quotidien.

Des militaires péruviens mal équipés

Les militaires se plaignent de manquer des ressources suffisantes pour conduire leur mission. L'état-major général avait demandé 80 millions de soles [\pm 27 millions US\$] pour n'en obtenir que la moitié. Les forces engagées dans la VRAE ne comptent que de 4 hélicoptères, des MI-17 soviétiques, en bout de potentiel et mal entretenus. Le manque d'appareils de vision nocturne se fait aussi sentir. Après l'embuscade sanglante de Sanabamba, le ministre de la défense Flores Araoz a défendu, devant une commission du Congrès, la position du gouvernement d'Alan Garcia, qui nie l'aggravation de la menace terroriste et attribue la mort des militaires à une « narco guérilla » dont « la composante idéologique s'est réduite pour ne laisser que la vocation mercantile ». Il a cependant reconnu que la question du Vizcatan était un « problème complexe » et « qu'il restait beaucoup à faire ».

Les représentants des églises évangélistes (pratiquement les seuls étrangers à vivre dans les zones où sévit le S.L.) avertissent que la situation ressemble à celle des années 80, aux débuts du terrorisme maoïste. Sauf qu'aujourd'hui, instruits des erreurs passées, les chefs sendéristes ne s'imposent plus par force aux populations locales délaissées par les autorités, mais tentent au contraire de gagner leur sympathie et parfois leur aide. Les excès déjà reprochés à l'armée - 11 paysans auraient disparu dans la VRAE - contribuant à jeter ces populations dans les bras du S.L. Dans un document saisi par les militaires le *Comite régional principal* affirme en outre son intention de « propager la guerre révolutionnaire » au delà du Vizcatan.

Si le gouvernement péruvien n'y prête garde...

La situation est d'autant plus sérieuse qu'hormis la lutte armée, le S.L. continue son travail idéologique. Des terroristes libérés se sont « recyclés » dans l'activité syndicale - notamment les syndicats d'enseignants - ou infiltrent des medias étudiants ou locaux. La « *Dircote* » direction anti terroriste de la Police, a identifié 18 membres du « Comité de Direction métropolitain de Lima » menant un travail juridique et politique, d'abord pour obtenir la libération de camarades emprisonnés. Des députés ont dénoncé l'attitude de certains enseignants, utilisant leurs cours pour encenser la pensée de Mao Tsé Tung et de ses disciples péruviens. Le S.L. a même recours à *Facebook* pour sa propagande, des dizaines de comptes ayant été ouverts par le « camarade Netzel Lopez » pour glorifier les terroristes.

Récemment, le journaliste péruvien Gustavo Gorriti, spécialiste du S.L. depuis deux décennies, a dénoncé « l'évidente inattention du gouvernement ». On peut craindre en effet, que si le gouvernement péruvien persévère dans l'autisme, et ne démontre pas une véritable volonté politique en donnant aux forces armées et à la police les moyens - notamment aériens - d'éradiquer le terrorisme, le problème ne fasse que croître, l'absence d'une réaction appropriée des autorités ayant les mêmes conséquences que dans les années 80. ■

**Site du Département de Recherche sur les
Menaces Criminelles Contemporaines :**

www.drmcc.org